

Développement stratégique de services sociaux innovants à Elbasan

Denisa Ballhysa

Faculté d'éducation, Université «Aleksander Xhuvani» Elbasan, Albanie.

Email: denisa.ballhysa@uniel.edu.al

Abstrait

Les temps modernes ont apporté des changements majeurs à la vie sociale conceptuelle. Même les dimensions à évaluer non seulement sur le plan sociologique et conceptuel, mais aussi pour tenir compte des efforts plus conjoints de l'État, de la société et de la famille. Surtout pour la construction de politiques de droits sociaux, intégrées en améliorant la structure des relations sociales. Cela devrait être l'essence de chaque politique sociale régionale, la manière locale d'organiser la vie communautaire. En termes de décentralisation des services sociaux, les services d'intégration sont des indications que les autorités locales devraient évaluer non seulement pour enraciner le «conseil de la société», mais cibler les groupes les plus vulnérables. Rendu nécessaire par la mise en œuvre d'un instrument communautaire des politiques sociales les plus innovantes étant considéré comme une trace du travail méthodologique et comment faire avancer le volet d'amélioration: Zone du plan social. Dans ce cas, sa mise en œuvre affectera le développement stratégique de services sociaux innovants pour améliorer et fournir plus de services sociaux intégrés à la santé non seulement pour la ville mais aussi dans la municipalité d'Elbasan Paper, Labino -Fushë, Tregan, Shirgjan, Shushicë, pour répondre aux politiques locales pour l'économie, le social et la culture, créant l'intégration sociale des services de santé, un calendrier d'activités pour la mise en œuvre des priorités dans le domaine de la protection sociale, à une vision commune de la prestation de services.

Mots clés: décentralisation; Politique sociale; réseau, intégration des services sociaux - sanitaires.

I. INTRODUCTION

En Albanie, dans la période qui a suivi l'effondrement du régime dictatorial jusqu'à aujourd'hui est visible une amélioration des conditions de vie au niveau national ainsi qu'au niveau régional. En termes de mesurabilité-m, de rythme de développement différent et de caractère quelque peu spontané de sa part, cette amélioration est relative: les changements positifs dans certaines zones urbaines sont vigoureux et très visibles, tandis qu'une grande partie des zones rurales est à la traîne de nombreux éléments du développement.

L'étude «Plan de la zone sociale» entend présenter aux institutions et organismes concernés par le développement social, une approche moderne de l'orientation du développement social de la zone. En termes de méthodologie, cette étude est un traité intégré sur ces questions et s'appuie sur un travail d'analyse préalable. L'étude attire à nouveau l'attention sur le phénomène de l'exclusion sociale. L'exclusion sociale en Albanie est le sous-produit de plusieurs facteurs. Une mauvaise gouvernance économique de très bas niveau, une lenteur dans le processus de décentralisation, des politiques insuffisantes d'inefficacité sociale à

cibler les familles pauvres, une mise en œuvre insuffisante des lois et réglementations en vigueur sont quelques-uns des éléments qui favorisent ou favorisent l'exclusion sociale. Les différences de mode de vie et les avantages des options entre les habitants des zones rurales et urbaines, des montagnes et des plaines entre les groupes sociaux cibles et le reste de la population se sont transformées en écarts qui alimentent l'exclusion sociale. Les détails des études précédentes et des documents politiques pertinents mettent en évidence la manière dont les groupes sociaux en difficulté, les enfants de familles dans le besoin, les personnes handicapées, les chômeurs, les personnes âgées et les membres des communautés rom et égyptienne.

«Le plan de l'espace social» accorde une attention considérable à ces groupes cibles. Concentration du niveau économique, la pauvreté est au centre de toute étude sur la nature d'une programmation à long terme. L'absence d'acceptation universelle sur une mesure des indicateurs de pauvreté et des risques conduit toujours à des imprécisions ou à un manque de fiabilité de certaines applications de suivi plus tard en interventions inadéquates et efficaces. L'étude reconnaît, reconnaît et souligne la nécessité d'un système stable et d'une meilleure coordination du suivi, ce qui dans la situation actuelle pose un réel défi pour la conception et la mise en œuvre des politiques sociales en Albanie. L'étape actuelle de la recherche et de l'expérience accumulée par des projets réussis ou non, soulève la nécessité d'une re-conceptualisation des services sociaux. Il est devenu essentiel que l'accès à la construction et à la fourniture de services sociaux soit une approche intégrée et globale. À cet égard, la décentralisation des services sociaux suggérée comme solution, qui, grâce à une flexibilité accrue, créerait les conditions préalables à des politiques et interventions globales. Aussi, il y a de bonnes raisons d'explorer les possibilités de réalisation de réseaux sociaux, aboutissant à une approche intégrée des services sociaux.

De toute évidence, dans le contexte d'une stratégie globale, les services sociaux ont beaucoup à offrir en termes de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la vie des pauvres et des vulnérables. Les gouvernements locaux, suggérés dans l'étude, sont plus aptes à assumer plusieurs fonctions liées à la fourniture de programmes sociaux. Ils ont déjà été sensibilisés à ce rôle crucial et les fonctions sont réalisées grâce à la fourniture d'une partie d'un bon service. Il est très important d'examiner en détail les moyens par lesquels les autorités locales de facto peuvent maximiser et élargir la participation des personnes susmentionnées, en se concentrant sur l'amélioration de la performance et de la mesurabilité des résultats des services fournis. «Plan de zone sociale» offre une nouvelle approche globale de la planification stratégique. La planification stratégique est une discipline née dans le secteur privé, dont a contaminé de nombreuses administrations publiques consiste essentiellement à "considérer la situation actuelle et l'évolution future d'une" organisation ou d'une communauté, de fixer des objectifs, d'élaborer une stratégie pour atteindre et mesurer les résultats "(Osborne, Gaebler, 1995, 291). Différents processus de planification stratégique utilisant différents moyens, mais ils suivent tous des étapes de base (...) Contrairement au secteur privé, l'administration publique est nécessaire est un élément supplémentaire: le consensus.

L'un des avantages du consensus sur une vision stratégique à long terme est de traiter les énergies potentielles de drainage vers des objectifs de développement communs. Par David Osborne et Ted Gaebler La planification stratégique n'est pas quelque chose que vous faites

de temps en temps pour élaborer un plan, mais elle est ordonnée, linéaire. «Un élément important n'est pas le plan, mais la planification. En créant un consensus sur une vision pour l'avenir, une organisation ou une communauté donne à ses membres une «idée de route qui souhaitent poursuivre». Cela permet à chacun - pas seulement aux dirigeants, de comprendre qui est la voie à suivre, de les aider à saisir des opportunités inattendues et à faire face à des problèmes inattendus, sans attendre les ordres d'en haut. (Id, p. 292).

La planification stratégique à long terme, selon de nombreux auteurs (Tanese, 2006), est l'une des innovations les plus importantes en matière de gouvernance urbaine et territoriale des vingt dernières années. Le plan de zone sociale est un instrument de planification stratégique conçu pour construire un système intégré de services sociaux. Lavinia Bifulco et Ota de Leonard se méfient des changements à l'horizon dans le domaine du social, affirment que la politique d'intégration entre les politiques sur les questions sociales est un autre point d'observation important.

Poussée depuis l'Europe, et étroitement liée à la localisation, l'intégration des services sociaux est configurée comme une stratégie pour poursuivre des objectifs communs avec différentes politiques, par exemple, pour construire ou reconstruire des services de soins politiques sociales liées à la santé, l'emploi, la protection sociale, développement local essayant de se combiner les uns avec les autres et, à son tour, de se combiner en un espace commun.

Ces convergences encouragent diverses combinaisons de rapports, d'informations et de redéfinir les sujets et les compétences pour créer des formes de coopération, d'accord et d'intégration réelle entre les différents acteurs. Cela se passe comme des pratiques opérationnelles sur le terrain, et des agences d'intervention, comme dans la gestion technique et administrative des élections, à la fois en responsabilité institutionnelle, politique et administrative (Bifulco, De Leonardis, 2006).

Certains auteurs (Donolo 2005, Martelli, 2007) mettent en évidence, outre le potentiel de transformation, les risques associés au «ritualisme» par lesquels les gouvernements locaux abordent les nouveaux instruments de planification, de plan social, de planification stratégique, de développement local par les définissant comme un accomplissement supplémentaire à réaliser. En ajoutant des protocoles, agir des accords locaux qui caractérisent les processus de planification des services sociaux menacent de ressembler à des organisations mystiques qui promeuvent des pratiques rituelles dans un cercle vicieux. Ce risque peut être soumis et plan de zone sociale.

Ils décident du système sous la forme de services sociaux intégrés fonctionnant tous sur un territoire spécifique. Différentes entités publiques et entreprises privées porteuses de valeurs, d'objectifs, de missions différentes qui doivent travailler ensemble pour accompagner leurs citoyens Les plans de zone sociale constituent le véhicule par lequel une tâche peut être accomplie et une santé sociale intégrée efficace.

Le plan de zone sociale ne doit pas être considéré comme un instrument rigide unique pour un territoire particulier. Au contraire, il doit continuellement s'adapter au contexte dans lequel mise en œuvre en élargissant les objectifs et la mise en œuvre de l'espace territorial,

étant considérée comme un travail de filetage méthodologique et comment aller de l'avant et s'améliorer. Obtient, donc, une construction conjointe d'une grande importance et la création d'un aperçu et intégré des problèmes auxquels ils sont confrontés. Non seulement en termes de coopération et d'intégration, mais aussi dans un contexte plus large doit être de plus en plus conscient du fait qu'il peut être confronté à la gravité des problèmes séparément. Pour cette raison, il est impératif que toutes les énergies disponibles sur le territoire travaillent ensemble.

Au cas où cette capacité devrait affecter le développement stratégique de l'innovation pour améliorer les services sociaux et fournir plus de services sociaux intégrés à ceux de la santé non seulement dans la ville d'Elbasan, mais aussi dans les municipalités Papier, Labinot-Fushe, Tregan, Shirgjan, Shushicë. Le plan d'aire sociale dans la conception d'un système social intégré (Battistella, De Ambrogio, Ranci Ortigosa, 2007, p. 28-29) doit identifier:

- Les objectifs, priorités, instruments et outils;
- Organisation des services, des ressources et des exigences de qualité;
- Divulgence des données dans les informations / statistiques du système;
- Procédures pour assurer l'intégration des services et des avantages;
- Format de consultation entre les bureaux de santé locaux ou formes de coopération avec des prestataires de services sociaux à but non lucratif;
- Coordination avec les autorités étatiques périphériques;
- Coopération entre les services locaux, la société et la communauté locale.

II. RÉSULTAT ET DISCUSSION

a. Qu'est-Ce Qui Servira Le Nouveau Plan De Zone Sociale?

A l'issue des politiques de développement économique local et de développement socio-culturel de la municipalité d'Elbasan, municipalités de Papër, Labinot-Fushe, Tregan, Shirgjan, Shushicë; En tant que calendrier d'activités dans ces domaines pour la mise en œuvre des priorités dans le domaine de la protection sociale des droits des enfants, des femmes, des personnes handicapées, des groupes ethniques et des personnes âgées ainsi que le soutien des familles et des personnes menacées d'exclusion sociale. Une vision commune pour la fourniture de services intégrés socialement sains. Ce plan vise à:

- Analyser la situation sociale et économique des groupes sociaux les plus vulnérables à la pauvreté et à l'exclusion sociale dans les municipalités Papier, Labinot-Fushe, Tregan, Shirgjan, Shushicë en tenant compte des meilleures pratiques Plan de zone sociale de la municipalité d'Elbasan;
- Identifier les causes de la situation;
- Proposer une interférence avec la nature sociale et économique pour améliorer la situation;
- Exiger une planification et des interactions entre les institutions concernant le besoin de ressources financières et humaines pour faire face aux coûts qui en découlent;
- Décrire et mettre à disposition les meilleures pratiques en matière de gestion des services inter sociaux et de santé;
- Comme base de construction de projets et de suivi des politiques sociales.

Le plan du domaine social devrait contenir des principes généraux tels que la subsidiarité, la coopération, l'efficacité et l'efficace, la couverture financière, la continuité. Il est responsable de la participation de toutes les composantes du public, non étroitement liées à la communauté locale dans ses processus de développement. Sa mise en œuvre se compose de plusieurs phases plus méthodologiques (Battistella, De Ambrogio, Ranci Ortigosa, 2007):

- Assurer la participation de toutes les parties prenantes (autorités locales, organisations à but non lucratif, société civile, communauté);
- Reconstruction de la «base de connaissances», utile pour analyser les besoins et les connaissances existantes;
- Identification des objectifs stratégiques;
- Clarté du contenu;
- Approbation du plan de la zone et signature d'un "accord-cadre".

Le processus ne doit pas être confondu avec une intervention administrative typique, mais doit inclure parmi leurs actions combinées, l'autonomisation, le conseil, la communication impliquant toutes les parties capables de fournir une contribution à différentes étapes de la mise en œuvre du plan de zone sociale.

Les interactions entre les parties prenantes doivent être basées sur les besoins et les opportunités d'un territoire spécifique afin de réaliser des services sociaux pour la communauté. Une attention particulière doit être accordée aux conditions techniques et méthodologiques, nécessaires à l'évaluation de la conception et de la mise en œuvre du plan de l'espace social, aux responsabilités de participation des acteurs et à ses fonctions de gestion, en décidant des fonctions de la gouvernance dans un cycle vertueux.

III. CONCLUSION

L'Albanie en général et la zone considérée dans cette étude subissent une transformation sociale dans plusieurs directions. Une partie de la transformation (et certains des problèmes) sont la nature universelle, les phénomènes connus et acceptés, une partie desquels les pays développés ont subi des étapes du développement historique et l'autre partie de l'expérience maintenant même des phénomènes de nature globale. Comme toute transformation, ils ne dépassent pas le calme et sans impacts sociaux, qui appellent à une intervention de la législation et de la législation d'application, ainsi qu'à travers des projets qui visent à minimiser le traumatisme et à rendre le futur individu plus sûr et plus sain. Dans le cas de l'Albanie, les difficultés créées par ces transformations sont encore plus grandes, ont une composante historique et une composante culturelle que d'autres choses sont inévitablement. Plus de 20 ans d'expérience dans le domaine social et des interventions faites par l'État et les agences gouvernementales, il y a place pour l'optimisme. Toutes les interventions n'ont pas été contre-productives et une bonne partie des investissements a donné un résultat.

Une expérience soigneusement observée et des leçons amères apprises ou non du passé récent constituent toujours une base solide pour une stratégie suffisante. Le «plan de l'espace social» cherche à répondre au dynamisme extraordinaire du développement social,

qui est non seulement rapide, mais souvent spontané, pour minimiser les problèmes majeurs découlant non seulement du passé, mais en tant que sous-produits.

L'étude initiée par l'idée et soutenue que l'efficacité des interventions dans le secteur social dans un proche avenir peut être efficace et entraîner un coût minime seulement si l'accès aux problèmes sociaux de la zone est une approche intégrée, globale, multi-acteurs fonctionnaires et volontaires motivés, flexibles et coordonnés. Une plus grande coordination et une décentralisation plus réelle des gouvernements locaux dans la fourniture de services sociaux apporteront des résultats plus rapides et un coût moindre par rapport aux avantages des interventions sociales; des résultats plus durables, une perspective à long terme et surtout une prise de conscience de tous les acteurs pour être plus impliqués. L'analyse des données et les fichiers de projet sont un exemple qui illustre cette approche. L'une des directions d'intervention les plus importantes est la protection sociale des personnes dans le besoin. Les institutions traditionnelles de politique, d'éducation et de culture devraient être plus conscientes de l'urgence d'une telle priorité. En particulier, l'accent devrait être mis sur la création et la portée des institutions de services sociaux communautaires ainsi que sur des améliorations appropriées de la typologie, de la physionomie et des fonctions sociales des institutions respectives. Désormais, les institutions de service communautaire relèvent de la seule responsabilité du gouvernement local. Dans le même temps, ils continuent à jouer un rôle irremplaçable dans la construction d'une société où des individus sains, équitables, libres de discrimination et d'inégalité sociale définissent le statut de l'homme dans le besoin et de plus en plus nombreux dans notre société. Les transformations rapides font du rôle le plus immédiat et le plus important des institutions de services communautaires. Les services sociaux communautaires ne devraient pas fonctionner selon un processus sporadique, spontané et fragmenté. L'expérience a montré qu'une telle chose n'apportait pas de résultats durables. Créer un réseau en tant que communauté de services sociaux large et adéquate avec une approche plus intégrée des soins sociaux fournis par les agences du gouvernement local devient une nécessité pour répondre aux besoins des personnes et aux demandes des groupes marginalisés, ou avec des problèmes et des besoins sociaux spécifiques. Une approche intégrée et le soutien d'un réseau de ces résultats devraient faire l'objet de toute politique sociale régionale ou locale. Traditionnellement, les politiques sociales communautaires sont mesurées et évaluées avec la construction et le fonctionnement des institutions de la vie sociale dans certains territoires. Un tel système de notation est inévitablement fragmenté et un «processus que zéro». Les soins fournis aux personnes dans le besoin et soutenus par des soins complémentaires aux organismes publics, aux autorités locales et à d'autres organisations à but non lucratif ou de la société civile doivent être mesurés et évalués comme faisant partie intégrante des politiques sociales et communautaires locales.

La programmation des développements de la politique sociale apparaît comme une décentralisation de l'application de la planification. Dans cette logique gouvernant les conditions de collaboration entre acteurs (institutionnels ou non) qui peuvent se développer de manière rentable et pourquoi, à travers l'interaction, ils peuvent développer un processus d'apprentissage collectif.

Diverses améliorations sont que les partisans de la démocratie participative croient en la réalisation du plan de zone sociale:

- Renforcer la culture civique en faisant des participants de meilleurs citoyens, plus conscients, actifs et confiants dans leurs capacités, en évitant les canaux démocratiques traditionnels;
- La promotion du respect mutuel, étant une école de démocratie qui développe les aptitudes et les compétences des participants;
- Ils produisent des décisions plus efficaces, tirant souvent parti de la connaissance approfondie des problèmes rencontrés par les gens et de leurs propositions de solutions;
- Permettre la réalisation de solutions mutuelles aux problèmes sans affecter le système de valeurs;
- Augmenter la légitimité des décisions; à travers des procédures impliquant les parties prenantes, la décision est mise en œuvre par le système de suivi gouvernemental;
- Augmenter les chances de succès de la mise en œuvre des politiques, grâce à l'implication des acteurs présents sur un territoire;
- Affecter positivement la réaction et l'efficacité de l'appareil administratif: pourra générer l'augmentation du capital de relations sociales disponible sur un territoire donné;

La décentralisation des services sociaux rend plus visible et la responsabilité publique de prendre le gouvernement local. Par conséquent, il apparaît nécessaire de traiter de nouvelles politiques de soins communautaires, de renforcer le rôle des institutions régionales spéciales et des services sociaux locaux. Ces processus doivent passer par des étapes d'étude, des étapes de recherche entreprises par des spécialistes des sciences sociales et des institutions de mise en œuvre ou des prestataires de ces services. Réformer le système social a des objectifs déjà terminés et que le processus de décentralisation des institutions de services sociaux est généralement sous la responsabilité des collectivités locales et de la société civile. C'est un grand pas de décentralisation qui a déjà toutes les conditions pour devenir réalité.

RÉFÉRENCES

1. Bagnasco A., Le Gales P., (2001), *Le Città Europee Come Società E Come Attori*, In Bagnasco E Le Galès (a cura di), *Le Città Nell'europa Contemporanea*, Napoli, Liguori, 2001, 1-45.
2. Balducci (1998), *Costruire il futuro*, Il Mulino.
3. Battistella A., De Ambrogio U., Ranci Ortigosa E., (2007), *Il Piano di Zona. Costruzione, gestione, valutazione*, Carocci Faber, Roma. Bifulco L., De Leonardis O.,(2006), *Integrazione tra le politiche come opportunità politica*, Materiali Dispense Università Cattolica di
4. Milano.
5. Dente B., Melloni E. (2005), *Cap.1 Il Piano Strategico come strumento di governance locale*, In: Associazione Torino Internazionale, *Scenari Per Il Sistema Locale*,

Valutazione sul Piano Strategico di Torino e sulle prospettive di sviluppo dell'area metropolitana.

6. Donolo C. (2005), "Dalle politiche pubbliche alle pratiche sociali nella produzione di beni pubblici? Osservazioni su una nuova generazione di policies", in *Stato e Mercato*, 33-65.
7. Gaebler D, Osborne T (1995), *Dirigere e governare*, Garzanti.
8. Leone L., Prezza M. (1999), *Costruire e valutare i progetti nel sociale*, Franco Angeli, Milano.
9. Martelli A. (2007) 3.2.4. Programmazione locale e piani di zona, *Verso una nuova governance locale delle politiche sociali? ALSS Il Mulino* 1, 97-108.
10. Tanese A., Di Filippo E., Renne R. (a cura di) (2006), *La pianificazione strategica per lo sviluppo dei territori. Analisi e strumenti per l'innovazione*, Dipartimento FunzionePubblica, Rubbettino Ed.
11. Palumbo M. (2005), *La valutazione sociale. Un excursus tra teoria e percorsi attuativi incerti*, *La Rivista delle Politiche Sociali*, 2, 2005 Roma, Ediesse.
12. Perulli P. (2006), *Governare strategicamente*, *RPS Rivista Politiche Sociali*, 219-233.
13. Siza R. (2000), *Piani e progetti nella programmazione sociale*, In: *Pianeta infanzia*, Quaderni del Centro nazionale di documentazione e analisi per l'infanzia e adolescenza, n.15, Firenze.
14. Tanese A., Di Filippo E., Renne R. (a cura di) (2006), *La pianificazione strategica per lo sviluppo dei territori. Analisi e strumenti per l'innovazione*, Dipartimento FunzionePubblica, Rubbettino Ed.